

9 Septembre 2021

## **Algérie: Arrestation et détention arbitraire de la défenseuse des droits humains Kamira Nait Sid**

Le 24 août 2021, la défenseuse des droits humains **Kamira Nait Sid** a été enlevée de son domicile à Draa-Ben-Kheddaas, dans le nord de l'Algérie, et gardée en détention dans un lieu inconnue, et sans aucun contact avec sa famille ou un avocat pendant trois jours. Le matin du 1er septembre 2021, la défenseuse des droits humains, accompagnée de ses avocats, a été présentée au procureur de la République, puis au juge d'instruction du tribunal de Sidi M'Hamed à Alger. Les chefs d'accusation retenus contre Kamira Nait Sid sont notamment "atteinte à l'unité nationale et à la sécurité de l'Etat" et "appartenance à une organisation terroriste" en vertu de l'article 87 bis du code pénal qui prévoit des peines allant de 10 ans d'emprisonnement à la perpétuité et a la peine de mort. Elle est actuellement détenue à la prison de Kolea, dans la province de Tipaza.

[Kamira Nait Sid](#) est la coprésidente du Congrès mondial amazigh (CMA), une ONG internationale qui défend les droits du peuple amazigh. La mission du CMA est d'assurer la défense et la promotion des droits politiques, économiques, sociaux, culturels, historiques et civils du peuple amazigh. Dans le cadre de ses activités internationales, le CMA présente régulièrement des rapports alternatifs concernant la situation des droits des Amazighs, devant les différents organes spécialisés des Nations unies (notamment ceux traitant des questions de racisme et de discrimination, des droits politiques, économiques, sociaux, culturels et linguistiques, des droits des femmes et des droits des enfants).

Le 24 août 2021, la défenseuse des droits humains Kamira Nait Sid a été enlevée par les forces de sécurité algériennes à son domicile à Draa-Ben-Khedda, près de Tizi Ouzou, dans le nord de l'Algérie. Elle a été portée disparue par sa famille pendant 3 jours avant que les services de sécurité ne confirment qu'elle était en garde à vue à Alger. Le 1er septembre 2021, accompagnée de ses avocats, elle a été présentée au procureur de la République et au juge d'instruction du tribunal de Sidi M'hamed à Alger, qui a émis un mandat d'arrêt à son encontre. Elle a été inculpée de huit chefs d'accusation, notamment "appartenance à une organisation terroriste, atteinte à l'unité nationale et à la sécurité de l'État", en référence à l'article 87 bis du Code pénal. Si elle est reconnue coupable, Kamira Nait Sid risque une peine de 10 ans d'emprisonnement à la prison à vie et/ou la peine de mort. Le 29 août, la sœur de la défenseuse des droits humains, Zina Nait Sid, a également été arrêtée sans mandat par les services de sécurité venus d'Alger. Elle a été libérée un jour plus tard sans qu'aucune charge ne soit retenue contre elle.

Front Line Defenders est profondément préoccupée par l'arrestation et la détention de la défenseuse des droits humains Kamira Nait Sid, et pense que cette dernière est prise pour cible en raison de son travail légitime et pacifique en faveur des droits humains.

### **Front Line Defenders demande instamment aux autorités algériennes de:**

1. Libérer immédiatement Kamira Nait Sid et abandonner toutes les charges contre elle;
2. Garantir en toutes circonstances que tous les défenseurs des droits humains en Algérie puissent mener leurs activités légitimes en faveur des droits humains sans crainte de représailles et sans aucune restriction [y compris le harcèlement judiciaire].